



Nouméa le 27 juin 2024

MOUVEMENT D'UNION CALEDONIENNE
4 rue de la Gazelle – Aéroport de Magenta
B.P 3888 – 98 846 Nouméa

COMMUNIQUÉ

L'Union Calédonienne réunit en bureau politique le 26 juin 2024 informe la population des actions mises en œuvre dans son combat contre l'Etat français et ses pratiques coloniales qui se sont exacerbées ces dernières semaines.

JUSTICE :

Après la déportation en France de notre Commissaire Général Monsieur Christian Bichou TEIN et de plusieurs autres militants engagés de notre Mouvement : Frédérique MULIAVA, Brenda WANABO-IPEZE, Dimitri QENEGEI, Steve UNÉ, Guillaume VAMA et Yewa WAETHANE. Et l'acharnement judiciaire ici en Kanaky sur nos militants Gilles JOREDIE, Joel TJIBAOU, Darewa DIANOU et Casimir Bolo.

L'Union Calédonienne demande le retour en Kanaky des prisonniers politiques et la fin des poursuites judiciaires.

L'Union Calédonienne appelle l'ensemble de ses militants et de ses sympathisants à faire preuve de vigilance à tous les niveaux. Comme nous le vivons depuis la mascarade de la 3ème consultation, l'État Français utilise méthodiquement l'ensemble de ses attributs coloniaux pour nous faire renoncer à nos idéaux. Après *la démocratie* avec le passage en force de la loi constitutionnelle portant le dégel du corps électoral, puis *la sécurité* avec le déploiement sans limite des forces de l'ordre en provenance de la métropole, aujourd'hui l'Etat utilise *sa justice* pour déporter arbitrairement en France nos militants pacifiques.

Le Mouvement informe l'ensemble des militants que nous mettons tout en œuvre pour la défense de nos prisonniers politiques. Ainsi, plusieurs équipes du collectif solidarité Kanaky sont mobilisés autour des différentes prisons dans lesquelles nos militants ont été incarcérés. Un travail a également été engagé avec un collectif d'avocats internationaux, français et étrangers, pour nous accompagner à tous les niveaux judiciaires, que ce soit les incarcérations, les assassinats, le fait que les assassins des milices soient toujours en liberté, et enfin les déportations de nos militants et les conditions inhumaines dans lesquelles elles ont été faites.

MOBILISATION en Kanaky, en France et à l'internationale :

L'État ayant emprisonnés les principaux responsables de la CCAT, la coordination nationale est aujourd'hui assurée par des militants de confiance qui ont participé à l'ensemble des mobilisations pacifiques de terrain depuis novembre 2023. Nous demandons à chaque militant de respecter les consignes dans le cadre de la mobilisation pacifique.

En France les collectifs, les syndicats et la société civile restent mobilisés depuis le 13 mai et sont toujours à l'œuvre pour soutenir nos prisonniers et maintenir l'objectif d'un retrait total et définitif du projet de loi portant le dégel du corps électoral autour de la dynamique politique du Front Populaire notamment. Dans les autres colonies françaises d'outre-mer les nationalistes et indépendantistes nous apportent un soutien considérable et porte notre voix à l'Assemblée nationale notamment.



Deux couleurs, un seul peuple

Union Calédonienne • Tél : 27.25.99 • Fax : 27.62.57 • B.P. 3888, Nouméa

Au niveau régional, le président du Groupe Fer de Lance Mélanésien a réaffirmé son soutien au processus de décolonisation tout en dénonçant les pratiques coloniales d'un autre temps. Le président du Forum des îles du Pacifique a appelé officiellement la France à laisser sa posture coloniale et à proposer la mise en place d'une mission de médiation dans les prochaines semaines. De plus, les syndicats et les organisations de la société civile se sont également démarqués avec un appui sincère et transversal à l'instar des déférentes mobilisations organisées dans plusieurs villes et villages des îles du Pacifique. L'action du Conseil des Eglises du Pacifique et du réseau de l'alliance de la presse du Pacifique a aussi permis de mettre en lumière les exactions subies par le peuple Kanak.

S'agissant de l'Europe, une tournée s'est organisée à partir du 27 mai avec l'appui de notre réseau des mouvements indépendantistes Basques, Corses, Catalans et avec le soutien des ambassades du Vanuatu à Bruxelles et Genève afin (1) d'informer et sensibiliser la communauté internationale sur la situation critique au pays avec particulièrement un focus sur l'action de répression coloniale de la France ; (2) de rappeler notre farouche respect au processus de l'Accord de Nouméa et aux résolutions des nations unies sur la décolonisation et (3) d'identifier des mesures de soutien envers le FLNKS telles que des prises de position publique comme la résolution de soutien à Kanaky adoptée par l'assemblée territoriale corse par exemple.

Au niveau international, le comité spécial de décolonisation a adopté la résolution relative à la Nouvelle-Calédonie le 21 juin 2024, l'avis des Nations Unies conforte la vision des indépendantistes kanak car le comité des 24 a aussi souligné l'importance « maintenir constamment à l'étude le processus engagé en Nouvelle-Calédonie depuis la signature de l'Accord de Nouméa ». Et l'ONU « demande de nouveau à la puissance administrante et à toutes les parties concernées en Nouvelle-Calédonie de veiller à ce que les prochaines étapes du processus d'autodétermination se déroulent de manière pacifique, équitable, juste et transparente, conformément à l'Accord de Nouméa ». La résolution exhorte par ailleurs « toutes les parties prenantes en Nouvelle-Calédonie, en particulier les forces de l'ordre, à faire preuve de la plus grande retenue afin d'éviter d'aggraver une situation déjà tendue, compte tenu de l'exercice de la proportionnalité par rapport à la situation ».

LEGISLATIVES :

Conformément aux engagements pris pour les législatives de 2022 ainsi qu'au 42ème congrès du FLNKS appelant « l'ensemble des citoyens de ce pays à se mobiliser activement sur le terrain et dans tous les espaces pour protester contre la stratégie de recolonisation de l'Etat français... », **l'Union Calédonienne exprime son soutien aux candidats indépendantistes : Omayra Naisseline suppléée par Laurie Humuni pour la 1ère circonscription, et Emmanuel Tjibaou secondé par Amandine Darras dans la 2nde circonscription.**

Il est indispensable de faire entendre notre voix à l'Assemblée nationale et de faire barrage aux candidats anti-indépendantistes colonialistes les plus extrémistes.

L'Union Calédonienne appelle l'ensemble des citoyens mais aussi les responsables politiques, coutumiers et de la société civile, à dénoncer la politique coloniale répressive et rétrograde de la France à l'encontre du Peuple Kanak en usant de notre droit de vote et en allant convaincre le maximum de nos concitoyens à se rendre aux urnes le dimanche 30 juin et le dimanche 07 juillet.

Le président de l'Union Calédonienne



Daniel GOA